

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/4**

**G/SCM/W/12**

10 juillet 1995

(95-1892)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT CHILIEN AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juillet 1995.

On trouvera ci-joint les questions écrites de l'Australie en vue de l'examen de la législation qui sera effectué lors de la prochaine réunion du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires.

1. Etant donné que la législation chilienne omet certains points de détail importants figurant dans l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions, comment le Chili garantira-t-il le respect des dispositions de ces accords dans le cadre du droit chilien? De plus amples détails seront-ils fournis dans le projet de loi mentionné à la première page de la notification et comment le Chili fera-t-il en sorte que les dispositions de ces accords soient respectées avant la mise en place de cette législation? En particulier, le respect des dispositions de ces accords sera-t-il assuré par des mesures administratives ou le sera-t-il également au moyen d'une révision judiciaire comme cela est prévu à l'article 13 de l'Accord antidumping et à l'article 23 de l'Accord sur les subventions?
2. Il apparaît que la législation prévoit l'imposition de mesures autres que des droits antidumping et compensateurs (par exemple des valeurs douanières minimales et des surtaxes, mentionnées à l'article 11 de la Loi n° 18.525 et aux articles 1, 19, 24, 26 et 27 du Décret n° 575). Comment l'imposition de telles mesures est-elle justifiée?
3. Le troisième paragraphe de l'article 15 du Décret n° 575 dispose que les mesures "ne pourr[ont] pas être supérieure[s] à la marge de distorsion des prix". Comment celle-ci est-elle définie? Comment cette disposition est-elle compatible avec les obligations du Chili au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping et de l'article 19.4 de l'Accord sur les subventions?
4. Que signifie l'expression "par des moyens artificiels sur leur marché respectif" figurant à l'article 10 de la Loi n° 18.525 et quel est le rapport avec les prescriptions des Accords de l'OMC?
5. En donnant effet à l'Accord antidumping et à l'Accord sur les subventions de l'OMC, le Chili appliquera-t-il, entre autres:

./.

- a) la règle générale énoncée dans la note de bas de page 15 relative à l'article 6 de l'Accord antidumping (et dans la note de bas de page 40 relative à l'article 12 de l'Accord sur les subventions), en vertu de laquelle on compte une semaine pour la transmission des questionnaires aux exportateurs (cf. l'article 14 de la Loi n° 18.525);
- b) la période minimale de 60 jours avant l'imposition de mesures provisoires (cf. l'article 19 du décret, qui prévoit que la Commission dispose d'une période maximale de 60 jours pour demander l'imposition de mesures provisoires);
- c) les limites concernant la durée d'application des mesures provisoires (article 7.4 de l'Accord antidumping et article 17.4 de l'Accord sur les subventions);
- d) l'obligation de rembourser les droits provisoires, en tout ou en partie, selon le cas, lorsqu'une détermination finale négative est établie ou lorsque le droit définitif est inférieur au droit provisoire respectivement (cf. l'article 24 du décret qui prévoit qu'une demande devra être présentée dans un délai de 90 jours);
- e) les prescriptions de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions concernant le soutien de la branche de production nationale, qui est nécessaire pour ouvrir une enquête; et
- f) les prescriptions en matière d'avis au public et de rapports, conformément aux dispositions des Accords de l'OMC?